

« Gaza et la répression politique en Israël », Ayman Odeh, député à la Knesset, 13 juillet 2025

Présentation

Aujourd'hui, dans le cadre de « Yeux sur Gaza », nous recevons le député Ayman Odeh — à la fois pour lui exprimer notre solidarité face aux attaques politiques dont il fait l'objet, et pour discuter du lien entre la répression politique des Palestiniens citoyens d'Israël et la guerre d'extermination menée à Gaza. L'intervention d'Odeh durera environ huit minutes, puis nous laisserons place à une courte discussion. Les participants sont invités à poser leurs questions dans le chat ; elles lui seront transmises après son exposé.

Intervention

Merci. Puisque je ne dispose que de huit minutes, je parlerai vite. Nous faisons partie du peuple palestinien et, d'une certaine manière, nous faisons aussi partie intégrante de la question palestinienne. Si vous demandez à n'importe quel citoyen arabe de ce pays quelle fut la meilleure période depuis 1948, quatre-vingt-dix pour cent répondront : de 1992 à 1995. Et si vous leur demandez quelle fut la pire, ils diront : du 7 octobre à aujourd'hui, avec une certitude absolue, au-delà de 90 pour cent. Si Oslo a incarné la meilleure période, c'est bien parce qu'il s'agissait de la question palestinienne. Et si le 7 octobre et la guerre sur Gaza marquent la plus sombre, cela relève aussi de la question palestinienne. Nous y sommes indissolublement liés — cela ne fait aucun doute.

Or, dans les médias israéliens, on nous demande de ne pas parler de cette question. Mais je vous le demande : en cinquante ans, avez-vous entendu un seul journaliste juif demander à un politicien juif pourquoi parle-t-il de la question palestinienne ? Pourquoi il ne s'occupe pas plutôt des problèmes internes, plutôt que de Gaza ou de la Cisjordanie ? Cette question n'est posée qu'aux citoyens arabes. Pourquoi ? Parce que l'on cherche à nous façonner en « Arabes israéliens ». Avez-vous déjà entendu l'expression « Juifs israéliens » ? Les Juifs existent à travers le monde, alors pourquoi n'existe-t-il pas cette catégorie ? Pourquoi seulement des « Arabes israéliens » ? Cette construction vise à nous détacher de notre identité palestinienne, à nous réduire sur le plan national et à nous refuser une citoyenneté pleine et entière. Dans un État juif, celui qui n'est pas juif ne peut prétendre être un citoyen complet. Ainsi, « l'Arabe israélien » est conçu pour être incomplet — à la fois nationalement et civiquement. Ce que nous voulons, c'est autre chose : être Palestiniens à 100 pour cent, et citoyens d'un État démocratique à 100 pour cent. Voilà notre équation. Entre notre équation et celle de l'establishment, il y aura toujours une tension profonde.

Concernant Gaza, les citoyens arabes d'Israël ont été témoins de choses terribles. Nous avons vu les atrocités du 7 octobre : le meurtre d'innocents, des gens dansant lors d'une fête, des familles endormies dans leurs maisons. Aucun des crimes de l'occupation ne justifie la mort d'un seul innocent. Et aucun des crimes du 7 octobre ne justifie la mort d'un seul enfant palestinien. Pourtant, les citoyens arabes vivent sous une hégémonie cruelle qui veut nous convaincre que la vie d'un Juif vaut plus que celle d'un Palestinien. Imaginez un médecin arabe assis dans une salle de repos d'hôpital. Un collègue juif raconte les souffrances terribles des Juifs — et il a raison de le faire, car la souffrance doit être reconnue. Mais si le médecin arabe décide de parler des atrocités subies par les Palestiniens et son collègue juif lui dira de ne pas comparer, alors la plupart du temps le médecin arabe se tait. Mais je pense qu'aucun de nous ne devrait accepter ce silence.

Ce que ma mère voit à la télévision — moi, je ne la regarde pas — je ne sais pas quelles forces lui permettent de rester saine d'esprit. Et pourtant, malgré tout, je garde une forme d'optimisme enraciné. Pourquoi ? Parce que l'histoire montre que les choses peuvent changer. Regardez New York après le 11 septembre, la manière dont on y traitait les musulmans. Quelques années plus tard, les démocrates élaient Zohran Mamdani, un musulman, comme leur représentant. Dans le monde actuel des réseaux sociaux, les changements peuvent être encore plus rapides. Voyez l'Autriche en

1945, après les nazis maudis : quinze ans plus tard, elle élisait Bruno Kreisky, un Juif, au poste de chancelier — à trois reprises. Ou pensez aux résistants français durant la Seconde Guerre mondiale : imaginez l'un disant à l'autre qu'en sept ans, ils bâtiraient un marché commun européen avec l'Allemagne. On l'aurait cru fou — et pourtant, cela s'est produit.

En Israël aussi, l'impossible est déjà arrivé. Jusqu'en 1992, aucun dirigeant n'était plus haï par les Arabes qu'Yitzhak Rabin. Il était le faucon du parti dominant, l'homme fort de la sécurité, responsable du massacre de Ramleh, de l'occupation de Jérusalem-Est, et des « briseurs d'os » lors de la première Intifada. Personne au monde n'aurait pu imaginer que deux ans après 1991, il serrerait la main de Yasser Arafat. Et pourtant, cela s'est produit. Permettez-moi d'ajouter un mot en faveur des Israéliens : en 1999, après trois ans de Netanyahu et trois ans de Rabin, 57 pour cent votèrent pour Ehud Barak, sur une seule question : poursuivre Oslo. Cela s'est produit. En 2006, une majorité écrasante a voté pour des partis favorables à un compromis historique, tandis que le Likoud et Netanyahu n'ont obtenu que 12 sièges. En 2008, en plein cœur des négociations entre Olmert et Abou Mazen sur Jérusalem, je n'ai pas vu de manifestations dans les rues. Il y avait une différence entre Oslo et les discussions Olmert–Abou Mazen : à l'époque, il y avait presque une paix populaire, et les gens étaient heureux. Olmert et Abou Mazen, eux, étaient déjà discrédités. Mais l'essentiel était d'atteindre un compromis.

Je me souviens de Haïdar Abdel-Shafi, qui dirigeait la délégation palestinienne à la Conférence de paix de Madrid en 1991, aux côtés du Jordanien Abdelsalam Majali. Quand le Dr Abdel-Shafi est rentré à Gaza, la ville entière s'est mise à danser avec lui dans les rues, le portant sur les épaules. Pourquoi ? Parce que le processus de paix venait de commencer. Voilà Gaza. Voilà Gaza.